



GHT DU LIMOUSIN

Pouvoir adjudicateur

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE de LIMOGES

2, avenue Martin Luther King

87042 LIMOGES CEDEX

Cellule de la Commande Publique

Adresse électronique : celluledesmarches@chu-limoges.fr

Marchés Publics de fournitures courantes et services

**Prestations de production et de livraison
de repas pour l'EPHAD Le Chabanou
situé à La Courtine (Creuse)**

Procédure utilisée

Procédure d'appel d'offres ouvert soumise aux dispositions de l'ordonnance du 26 novembre 2018 ratifiée par le présent projet de loi et son décret d'application n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

Cahier des clauses administratives Particulières (C.C.A.P)

PREAMBULE

Les groupements hospitaliers de territoire (GHT) consistent en un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé à l'échelle d'un territoire. L'objectif étant de garantir à tous les patients une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité en renforçant la coopération entre hôpitaux publics autour d'un projet médical.

En application de l'article L 6132-3-3° du code la santé publique (CSP), une convention constitutive a été signé le 30 juin 2016. Celle-ci a désigné le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Limoges comme établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) du Limousin.

Le GHT du Limousin est composé des 18 établissements suivants :

- *CHU Limoges*
- *CH Esquirol*
- *CH Guéret*
- *CH Brive*
- *CH St Junien*
- *CH Tulle*
- *CH Cornil*
- *CH Evaux-les-bains*
- *CH La Souterraine*
- *CH Uzerche*
- *CH Bort les orgues*
- *Hôpital Intercommunal du Haut Limousin (HIHL)*
- *Centre Hospitalier Intercommunal Monts et Barrages (CHIMB)*
- *CH Aubusson*
- *CH St Vaury*
- *CH Bourganeuf*
- *CH Usse*
- *CH St Yrieix*

Ainsi, cette convention confie au CHU de Limoges la fonction d'assurer pour le compte des autres membres la passation du marché ainsi que certaines missions liées à l'exécution (décision de reconduction, décision de révision des prix, conclusion de modifications de marché public, décision de résiliation).

Les spécificités de chaque établissement membre sont précisées dans les pièces de marché. Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés relèvent de chaque établissement parti au GHT. L'exécution du marché couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme « CHU de Limoges » désigne l'établissement support du » Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) du Limousin ».

A ce titre, la directrice générale ou son représentant sera le signataire des marchés.

Chapitre I. Objet de la consultation et dispositions

Article I. Objet du marché - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché

La présente consultation a pour objet la préparation et la livraison de repas pour l'EHPAD de La Courtine. La nature des prestations, ainsi que les conditions techniques de leur exécution sont définies au CCTP.

Lieu d'exécution de la prestation : EHPAD « Le Chabanou », allée du Chabanou, 23 100 La Courtine.

Etablissement rattaché au Centre Hospitalier d'Aubusson.

1.2 - Parties contractantes

✚ Le pouvoir adjudicateur contractant au sens de **l'article 2 du C.C.A.G.FCS** est :

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE de LIMOGES
2, avenue Martin Luther King
87042 LIMOGES CEDEX

En tant qu'Etablissement support du GHT du Limousin pour le compte des établissements membres du GHT du Limousin.

CENTRE HOSPITALIER D'AUBUSSON
50 RUE HENRI DUNANT
23 200 AUBUSSON

✚ Le titulaire au sens de **l'article 2 du C.C.A.G.FCS** est la société contractante désignée dans l'acte d'engagement,

Les marchés seront signés par Madame la Directrice Générale du CHU de Limoges, représentante légale et Pouvoir Adjudicateur du marché en tant qu'Etablissement support du GHT du Limousin pour le compte des établissements membres du GHT du Limousin, au sens du **paragraphe 1 de l'article 2 du C.C.A.G.FCS** ou par délégation, par toute personne désignée par la Directrice Générale.

1.3 - Procédure de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure d'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions du code de la commande publique.

1.4 - Décomposition en tranches ou en lots

La présente procédure n'est pas décomposée en lot.

Les achats concernés constituent une famille de prestations homogènes. Ces derniers ne permettent pas de dégager des prestations distinctes et un allotissement pertinent.

1.5 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une période initiale allant du **01/07/2026 au 31/12/2026**.

Le marché pourra être reconduit de manière **TACITE deux fois** pour une durée de **six mois** à compter de sa date d'anniversaire.

La durée maximale totale du marché public n'excèdera pas le 31/12/2027 (période(s) de reconduction éventuelle comprise(s)).

Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction conformément aux dispositions de l'article R.2112-4 du Code de la commande publique.

Dans le cas de décision de ne pas reconduire le marché, le pouvoir adjudicateur prendra une décision de non reconduction par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard trente (30) jours avant la fin de la durée de validité du contrat.

Le titulaire ne pourra ni s'opposer à la décision de non reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

1.6 - Forme du marché

La présente procédure donnera lieu à la conclusion d'un accord-cadre mono attributaire conformément aux dispositions des articles L. 2125-1 et R. 2152-7 du code de la commande publique.

Les bons de commandes seront émis par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins en application des articles R. 2162-2 2°, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique. Ce sont des documents écrits adressés au titulaire de l'accord-cadre qui précisent les prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la qualité. L'émission de bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence.

L'accord cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum (le décret du 23 août 2021 - l'article R. 2162-4 du code de la commande publique).

L'estimation du montant maximum est 170 000 €.

Les bons de commande sont émis par le pouvoir adjudicateur, au fur et à mesure de ses besoins.

Conformément au CCAG-FCS, la notification des bons de commande peut être faite par courriel ou télécopie. La date de réception du courriel ou de la télécopie fait courir les délais d'exécution.

Chaque bon de commande précise :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La référence du marché ;
- La nature et la quantité des fournitures à livrer en référence au BPU du marché ;
- La date ou le délai d'exécution ;
- Le lieu de livraison des repas ;
- Le prix unitaire des repas commandés ;
- Le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- Le cas échéant, les délais laissés au titulaire pour formuler ses observations.

Seuls sont valables les bons de commande signés par les personnes dûment habilitées.

Les risques afférents au transport des repas jusqu'à leur destination ainsi que les opérations de manutention liées à la livraison sont à la charge du titulaire.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet du marché. L'Acheteur ne peut cependant retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution du marché se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

L'Acheteur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché, l'exécution de la totalité des prestations définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure de ses besoins.

1.7 - Evolution technologique, technique ou réglementaire

En cas d'évolution technologique, de changement de technique, ou de modification de la réglementation en cours d'exécution du marché, le titulaire a la possibilité, après accord du Pouvoir Adjudicateur, de modifier ou remplacer les repas faisant l'objet du marché par des fournitures jugées plus performantes ou plus adaptées aux besoins, sans supplément de prix.

Dans ce cas, le titulaire est tenu de produire un certificat indiquant :

- D'autre part, que le prix fixé au marché pour l'ancienne référence est maintenu pour la nouvelle.

En cas d'évolution réglementaire, l'administration se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité après un préavis d'un mois, **par dérogation au CCAG-FCS**.

1.8 - Changement de produits

Le titulaire s'engage à prévenir par courrier ou courriel l'Acheteur de tout changement de prestations, produits ou d'articles en cours de marché. Il doit apporter la preuve matérielle que le matériel, le produit ou l'article initial n'est plus commercialisé et/ou fabriqué. Les matériels, produits ou

articles proposés en remplacement doivent être de qualité supérieure ou équivalente. Le prix applicable est celui du produit ou article qu'il remplace, indiqué dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

En cas de changement ou de suppression d'une référence, l'Acheteur doit obligatoirement être consulté quant à la référence de remplacement. Le prix de cette nouvelle référence ne doit en aucun cas être supérieur à celui de la référence remplacée.

1.9 Modification du marché

Le marché pourra être modifié conformément aux dispositions de l'article R2194-7 du code de la commande publique

Chapitre II. Pièces du marché – Obligations du titulaire

Article II. Pièces constitutives du marché

2.1 - Référence au CCAG

Pour toute disposition à laquelle il n'est pas formellement dérogé dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, le titulaire sera soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services, (CCAG-FCS).

2.2 – Pièces constitutives du marché

Par dérogation au CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- **L'acte d'engagement** et ses/son éventuelle(s) annexe(s) financière(s)
- **Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)** et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du CHU de Limoges établissement support du G.H.T fait seul foi,
- **Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)** et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du CHU de Limoges établissement support du G.H.T fait seul foi,
- **Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.)**, Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services
- Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services

Cet ordre de priorité prévaut, en cas de contradiction dans le contenu des pièces.

Le marché s'exécute par les pièces désignées ci-dessus et les bons de commande émis par chacun des établissements membres du GHT du Limousin.

Toute clause, portée dans le tarif(s) du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Article III. Obligations du titulaire

Le titulaire du marché se doit d'informer dans les plus brefs délais, l'Acheteur de **tout changement** concernant :

- **Sa raison sociale** (nom ou statut de l'entreprise), par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné de l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques
- **Son compte de règlement bancaire ou postal**, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché, et en joignant un RIB ou RIP de la nouvelle domiciliation.
- **Le destinataire du paiement**, par l'envoi d'un courrier explicatif de ce changement accompagné d'un RIB ou un RIP du nouveau destinataire.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

À défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à la régularisation, par certificat administratif ou avenant éventuel, après réception des documents nécessaires.

Pour l'ensemble de ces changements, le titulaire devra se rapprocher du service achats et finances du CH d'Aubusson : rachel.geoffroy@ch-aubusson.fr.

Chapitre III. Exécution du marché

Article IV. Délais de livraison

4.1 - Délais de base

Le titulaire s'engage à livrer les repas à **11h et à 17h00 à l'EHPAD « le Chabanou »**.

4.2 - Carences

Aucun empêchement ni retard de livraison ne sera toléré, les repas doivent impérativement être livrés. Une solution de dépannage doit impérativement être proposée même si elle ne correspond pas aux prestations de base du présent marché.

Le titulaire devra prendre des dispositions pour assurer ou faire assurer l'exécution de la prestation par un tiers à ses frais et risques, conformément aux dispositions du CCAG applicable aux marchés publics de fournitures et services.

Article V. Conditions de livraison

5.1 – Objet de la livraison

Les repas livrés doivent être en adéquation avec les règles d'hygiène en vigueur (normes HACCP) et doivent être identifiés : nature du produit, sa date de fabrication et sa date limite de consommation.

En cas de réception de marchandises endommagées ou de marchandises non conformes à la commande, les frais de reprise, de retour et de re-livraison sont à la charge du titulaire.

Les conditions particulières de livraison liées à la nature d'un produit sont précisées dans le CCTP établi pour la présente consultation.

5.2 – Emballage / Conditionnement

Par dérogation au CCAG-FCS, les emballages restent la propriété de la personne publique.

Afin de réduire l'impact sur l'environnement, le volume d'emballage utilisé doit être limité en supprimant les emballages superflus, dans la mesure où cela n'affecte pas la qualité du produit. Les emballages doivent être réalisés autant que possible à partir de matière recyclées et recyclables (carton...).

En cas de livraison regroupant plusieurs commandes, le conditionnement doit respecter le principe d'un colisage par numéro de commande, avec identification des colis par numéro de commande, et/ou par destinataire et/ou numéro d'UF (unité fonctionnelle).

5.3 – Transport

Le transport sera effectué dans un véhicule adapté au transport de denrées alimentaires.

Le transport des fournitures effectué par le titulaire ou son mandataire est à sa charge matérielle et financière et sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison de l'établissement, en Franco de port sans minimum de commande.

Concernant les risques inhérents au transport, le titulaire est déclaré responsable des marchandises jusqu'à leur réception ; les avaries, incidents, accidents ou vols durant le transport sont déclarés être sous la responsabilité exclusive du titulaire. Il en est de même pour les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire du marché et ne pourra être facturée à la personne publique.

En cas de réception de marchandises non conformes à la commande, les frais de retour seront à la charge du fournisseur.

En application du CCAG-FCS, le titulaire est responsable des modalités de transport choisies.

5.4 – Lieux de livraison

Le lieu de livraison est la **cuisine relais de l'EHPAD Le Chabanou - Route du Chabanou 23 100 La Courtine**.

5.5 – Documents à fournir lors de la livraison

Chaque livraison doit impérativement être accompagnée d'un bon de livraison du titulaire précisant :

- Le nom du titulaire et son adresse ;
- La date de livraison ;
- La référence de la commande de l'établissement ;
- Le numéro du marché ;

- Le code produit titulaire et le libellé du repas ;
- Les caractéristiques de la marchandise ;
- Les quantités livrées.

Le bon de livraison doit être apparent et compréhensible.

Article VI. Opérations de vérification

Des opérations de vérification portant sur la qualité des repas seront destinées à constater que celles-ci répondent aux spécifications techniques. Elles seront pratiquées par le responsable du service ou le représentant, de l'établissement, **conformément aux articles du CCAG-FCS.**

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises **dans les conditions prévues du CCAG-FCS.**

Dans l'hypothèse d'une livraison et/ou prestation, non recevable, cette dernière sera refusée et devra être remplacée ou ré-exécutée immédiatement.

Au cas où ce remplacement ne serait pas fait dans les délais indiqués, de même que dans le cas où il serait constaté un retard de livraison mettant en cause la satisfaction des besoins des services utilisateurs, l'Acheteur de l'établissement pourra y faire face, décider d'une fourniture aux frais, risques et périls de l'attributaire du marché, sans qu'il soit nécessaire de le mettre autrement en demeure.

Par dérogation au CCAG-FCS, l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire par un tiers n'emporte pas obligatoirement résiliation du présent marché, le pouvoir adjudicateur pouvant résilier le marché pour faute ou poursuivre les relations contractuelles.

Article VII. Pénalités

7-1 – Pénalités de retard.

Par dérogation au CCAG-FCS, dans le cas où le titulaire dépasse le délai de livraison et/ou d'exécution des prestations pour lequel il est engagé, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100} \text{ dans laquelle}$$

P = Le montant de la pénalité ;

V = La valeur de la prestation sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie de la prestation en retard ;

et R = Le nombre de jours en retard.

Cette pénalité s'applique au montant des prestations exécutées tardivement.

Par dérogation au CCAG-FCS, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant.

7-2 – Lutte contre le travail dissimulé

Les candidats doivent respecter les dispositions prévues au Code du Travail concernant la lutte contre le travail dissimulé et s'acquitter des formalités pendant toutes l'exécution du marché.

Le Titulaire se doit de respecter les obligations en matière de travail non dissimulé et de travail des salariés étrangers citées ci-après :

- Non dissimulation d'activité : article L.8221-3 du code du travail
- Non dissimulation d'emploi salarié : L.8221-5 du code du travail, L.1221-10 (déclaration préalable d'embauche des salariés), L.3243-2 (obligation de délivrance d'un bulletin de paie)
- Pour le cocontractant établi en France : article D.8222-5 du code du travail
- Pour le cocontractant établi à l'étranger : article D.8222-7 du code du travail
- Emploi d'étrangers non autorisés à travailler : articles L.8251-1, D.8254-2 et D.8254-4 du code du travail

A cet effet, le Titulaire doit remettre périodiquement les documents suivants :

- Attestation(s) fiscale(s)
- Attestation(s) sociale(s) (type URSSAF ...)
- En cas de recours à des travailleurs étrangers, liste nominative des salariés étrangers

Le Titulaire est responsable du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels

Deux limites tempèrent cette disposition :

- le montant des pénalités est égal au plus, à 10% du montant des bons de commande déjà émis
- le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application **des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.**

❖ *Dispositif d'alerte :*

Lorsqu'un agent de contrôle (*dont la liste est énumérée à l'article L. 8271-7 du code du Travail*) signale au pouvoir adjudicateur que son co-contractant est en situation irrégulière au regard de la réglementation relative au travail dissimulé : **les dispositions de l'article L.8222-6 alinéa 2 à 5 du code du travail s'appliquent.**

Chapitre IV. Prix du marché

Article VIII. Modalités de détermination des prix

8.1 - Contenu des prix

Le marché est traité à prix unitaire.

Le prix unitaire contractuel est le prix unitaire figurant au bordereau de prix unitaires (BPU). **Il est ferme la première année.**

L'unité monétaire est l'euro.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et

au transport jusqu'au lieu de livraison et toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Les prestations sont rémunérées par application, aux quantités réellement exécutées, des prix figurant au bordereau des prix unitaires (BPU).

8.2 - Offre de prix promotionnels

Les prix des repas figurant sur l'acte d'engagement du marché ou en annexe peuvent également évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnels mises en place par le titulaire.

Le titulaire doit adresser par écrit le tarif promotionnel à l'Acheteur, dans les meilleurs délais. Il donne toutes précisions utiles, et notamment la durée de validité de la promotion et la désignation précise des prestations concernées.

Ces offres de prix promotionnels ne peuvent s'appliquer qu'aux seules prestations figurant au marché.

Les prix promotionnels s'appliquent à l'ensemble des commandes ayant pour objet une prestation faisant l'objet de la promotion et émises dans le cadre du marché.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché, ajustés le cas échéant dans les conditions figurant à l'article 8.1 du présent C.C.A.P., sont ceux à nouveau en vigueur.

8.3 – Révision des prix

Les prix unitaires du présent marché sont fermes et non révisables jusqu'au [date d'effet + 12 mois, ex. : 31/12/2026]. Ils sont ensuite révisables annuellement à la date anniversaire, selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times (I / I_0)$$

Où :

- **P** : Prix révisé.
- **P₀** : Prix initial unitaire (tel que stipulé au bordereau des prix).
- **I** : Indice INSEE "Autres services de restauration collective" (identifiant 010546288) du mois de [mois précédant la révision, ex. : octobre 2026].
- **I₀** : Indice de référence du mois de [mois de notification du marché, ex. : octobre 2025].

En cas de disparition de l'indice, il sera remplacé par l'indice le plus proche publié par l'INSEE.

Modalités pratiques

Le titulaire notifie sa proposition de révision par lettre recommandée avec AR au pouvoir adjudicateur, au plus tard deux mois avant la date anniversaire (justificatifs INSEE obligatoires). L'acheteur dispose d'un mois pour approuver ou négocier ; à défaut, les prix restent inchangés.

8.3. C - Clause butoir

En cas de hausse, cette dernière ne pourra être supérieure à 2%.

Si celle-ci est supérieure à 2%, le marché pourra ne pas être reconduit. Dans ce cas, une décision sera réalisée dans les conditions prévues à l'article 1.5 du présent document

Dans l'hypothèse d'une résiliation, et afin de tenir compte des délais d'organisation d'une nouvelle consultation, la résiliation interviendra trois (3) mois après la réception, par le titulaire, de la lettre de résiliation du marché. Pendant cette période, les prix de règlement du marché seront égaux aux prix de l'année précédente majoré de 2%. Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les conditions précisées ci-dessus, le pouvoir adjudicateur fera [application du CCAG.F.C.S « exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire »](#).

L'établissement se réserve le droit de solliciter l'avis de la Direction Régionale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes.

Article IX. Paiement- Etablissement des factures

9.1 Mode de règlement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours selon les dispositions de l'article 183 du décret relatif aux marchés publics.

9.2 Présentation des demandes de paiement

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à [l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.](#)

A - Facture électronique ou facture papier :



Conformément à l'article 4-I du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.



Le dépôt de la facture électronique est obligatoire.

Les titulaires de marchés conclus avec les personnes morales de droit public, ainsi que leurs sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique

Modalités de mise à disposition des informations relatives au traitement de leurs factures

Seront mises à minima à dispositions des fournisseurs au travers de Chorus Pro les informations suivantes relatives au statut de traitement de leurs factures :

- 1° La suspension éventuelle en l'attente de pièce ou élément complémentaire ;
- 2° Le rejet éventuel ;
- 3° La mise à disposition du Trésorier de la facture dans l'appli Hélios ;
- 4° La transmission du fichier de virement correspondant à la mise en paiement de la facture.

Ces informations seront consultables à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

B - Dépôt de la facture électronique :



La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par le CHU.

Article X. Avances

Les avances accordées et versées au titulaire d'un marché ont pour objet de lui fournir une trésorerie suffisante destinée à assurer le préfinancement de l'exécution des prestations qui lui ont été confiées

Le principe et les modalités de leur remboursement sont prévus par les dispositions des articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du code de la commande publique qui permettent au maître d'ouvrage d'imputer le remboursement des avances par précompte sur les sommes dues au titulaire du marché à titre d'acomptes, de règlement partiel définitif ou de solde.

Article XI.Retenue de garantie

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une retenue de garantie.

Article XII. Nantissement

Conformément aux dispositions du code de la commande publique, Le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou donner en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

Pour ce faire le titulaire doit en faire expressément la demande écrite à l'adresse suivante : rachel.geoffroy@ch-aubusson.fr

La personne habilitée à donner les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement est la directrice générale du Centre Hospitalier Universitaire de Limoges ou son représentant agissant comme établissement support du GHT du Limousin.

Article XIII. Garantie

Sans objet.

Article XIV. Résiliation du marché – Exécution par défaut

Résiliation du marché

Les clauses de résiliation prévues par les [articles 29 à 32 et 34 à 36 du Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services](#) sont applicables au présent marché.

Par dérogation à l'article 33 du C.C.A.G./F.C.S., en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, aucune indemnité ne sera versée.

Exécution par défaut

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché ou sur le bon de commande, l'Acheteur se réserve le droit de passer commande auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût au titulaire défaillant, **conformément à l'article 36 du C.C.A.G./F.C.S.**

Chapitre V. Assurances et confidentialité

Article XV. Assurances

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant **des articles 1240 à 1242 du Code Civil**, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné à l'occasion ou du fait de l'exécution des prestations objet du marché.

Article XVI. Fraudes et falsifications

Tous les repas livrés par le titulaire doivent être conformes aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur les concernant.

En cas de non-conformité avérée après vérification, le marché peut être résilié aux torts du titulaire après que ce dernier ait été invité à lui présenter ses observations dans un délai de 15 jours.

De même, en cas de contestation quant à la qualité des repas, l'Acheteur se réserve le droit de faire procéder aux analyses, épreuves ou expertises qu'il juge nécessaires. Si les résultats sont défavorables au titulaire du marché, les frais en sont à la charge.

Article XVII. Confidentialité

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (médicales, techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ces personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié l'Acheteur

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation lèse gravement les intérêts de l'Acheteur, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis par ces derniers, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du Directeur général. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public de son fait ou d'un tiers.